

INDE, un accord nucléaire dans l'impasse : les écueils de l'alignement [1/2]

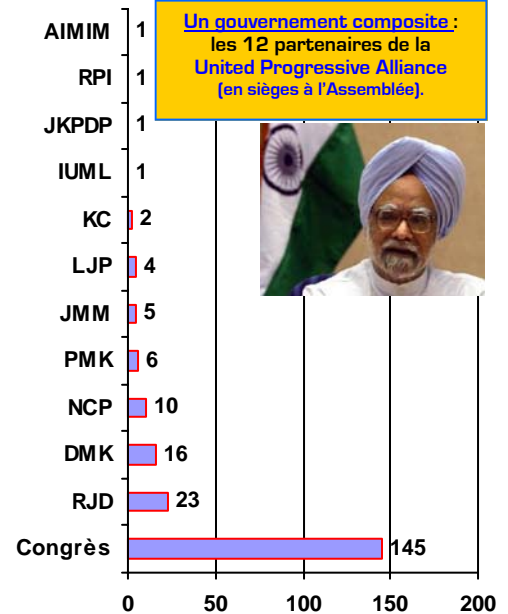


Instabilité maldivive. Incorrigible sous-continent indien, réfractaire à la stabilité, quelle qu'elle soit. Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh, Népal, autant d'acteurs de la bouillonnante Asie méridionale plongés dans les affres de l'instabilité gouvernementale, la fracture politique ou pis encore, le conflit. Il est certes trop tôt pour ajouter à cette liste trop longue l'Etat archipélagique des Maldives, destination prisée des Occidentaux aisés, où se trament pourtant, entre palmiers et atolls, plages de sable blanc et cocktails, régime autoritaire et frustration grandissante d'une opposition muselée depuis trois décennies, quelques événements dont il faudra un jour dire plus d'un mot. Il n'est en revanche plus incongru d'y placer désormais l'Union indienne, cette icône régionale de la démocratie, déployée sans rupture depuis 60 ans. Sous les coups de boutoir d'un segment influent de l'hétéroclite spectre politique indien, le gouvernement du 1^{er} Ministre Manmohan Singh – dont le mandat s'achève en 2009 –, semble menacé, au point que la perspective d'élections anticipées soit, chaque jour passant, plus sérieusement considérée. Alors que la croissance économique s'emballe (+9,5% en 2006), que la bourse de Mumbai (Bombay) dépasse en ce mois d'octobre, d'un jour sur l'autre, ses enviables records, que l'intégration du pays dans le concert des nations se précise (cf. visite en Inde cette semaine de la Chancelière allemande Angela Merkel) et que la menace d'un énième conflit avec le Pakistan n'est guère d'actualité, comment expliquer ce paradoxe ?

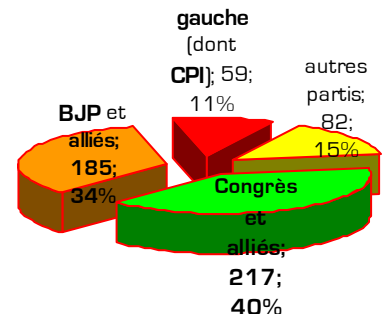
Le Non-Alignement ou la « rupture » ? La faute à un péché de gourmandise de l'administration Singh et à un réflexe d'autodéfense d'une partie de la classe politique. Soucieuse de s'affranchir au plus tôt de son étiquette de nation émergente et de reproduire, dans le succès et une voie différente, l'étourdissante réussite de la Chine, New Delhi opta il y a deux ans pour « la rupture » : apôtre historique du Non-Alignement depuis un demi-siècle – tout en entretenant d'étroites relations avec Moscou durant la Guerre Froide...–, l'Inde décide de brusquer son arrivée dans la « cour des grands » en se rapprochant, d'une façon spectaculaire et inopinée, de la seule puissance contemporaine capable de lui insuffler l'élan nécessaire (diplomatique, économique, commercial, technologique et militaire) : un virage *a priori* décisif. Le Non-Alignement perd de son sens au profit, pense-t-on (naïvement) dans les cercles du pouvoir indien, d'un rangement pragmatique et mesuré au côté de la puissante Amérique conservatrice. Le pari est audacieux mais les dividendes en valent la peine, défend-on en haut lieu.

Un accord *ad hoc*. Pétri de références que l'on pense (hâtivement) communes aux deux « plus grandes démocraties de la planète », un partenariat stratégique se dessine, en douceur, presque dans l'indifférence. A l'ordinaire se mêle alors, comme pour symboliser la « rupture », l'extraordinaire : on ne peut plus déroger aux réglementations internationales sur la non-prolifération nucléaire, un accord indo-américain de coopération nucléaire civile est annoncé. Pour l'Inde, état nucléaire (franchissement du seuil nucléaire en 1974 ; moratoire des essais entre 1974 et 1998) mais non-signataire du Traité de Non-Prolifération (TNP), l'honneur est à la mesure de ses attentes ... mais également des obligations, lourdes, délicates, qui en découleront. Privée depuis 1974 de toute coopération nucléaire civile avec les USA, elle pourra désormais, une fois cet accord paraphé, validé dans les deux capitales puis par l'AIEA et le Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG), profiter d'une coopération sans équivalente dans le monde ; ni précédent.

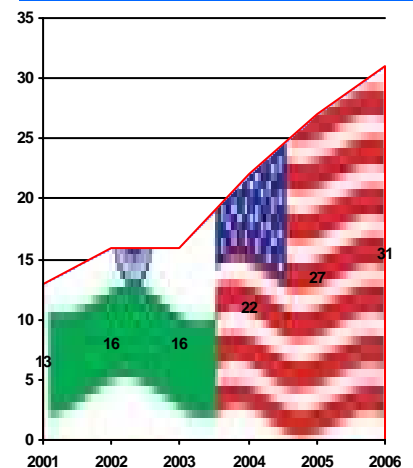
Construite autour du parti du Congrès de la dynastie Gandhi, l'équipe gouvernementale agrège une douzaine de formations (voir graphique) et « markette » à son 1,1 milliard d'habitants la coopération nucléaire au nom de la reconnaissance de l'Inde comme acteur international majeur. Les attributs de la puissance, de la force sont là, à portée de mains. Reste justement à les prendre en mains mais... en contrepartie de quoi, précisément ?



sièges et % :



Commerce indo-américain : une tendance prometteuse (milliards \$)



INDE, un accord nucléaire dans l'impasse : les écueils de l'alignement (2/2)

L'écrit et le non-dit. Cet accord *ad hoc* (euphémisme) impose à la patrie de Nehru une succession de contreparties... dont toutes n'apparaissent pas noir sur blanc sur le papier. Certes, fait nouveau, l'Inde doit placer sous surveillance internationale les 2/3 de ses installations nucléaires (total de 17) – 1/3, et non le moindre, s'y soustrait donc... ; cet Etat quasi-nucléaire doit aussi s'abstenir de procéder à de nouveaux essais atomiques. Des obligations rigoureuses, dont toutes ne sont – déjà – pas du goût des sceptiques. Se dessine pourtant en retrait, dans le non-dit, la face « obscure » de l'accord, l'implicite : une harmonie *d'alignement* –, des positions diplomatiques cain, à tout le moins sur un lot de sujets sensidossier nucléaire iranien, la poursuite du dialogue « monitoring » des avancées et ambitions vescente à la Russie résurgente, on en passe... ques avec l'idéal nehruvien d'indépendance de ne tarda pas à s'emparer un segment sensible

La « rupture » et ses détracteurs. L'opposi- du BJP tout d'abord, second mouvement re- nale ; voir p.1) et avide d'alternance (au pouvoir- ques de gauche également, notamment l'influent **Communist Party of India (M)**, qui, avec ses 43 députés, s'avère un soutien extérieur cardinal du gouvernement Singh. Une aide *extérieure* – le CPI refuse de participer au gouverne- ment – précieuse, sans laquelle l'arithmétique de la majorité parlementaire et donc l'exercice du pouvoir, ne pourrait être. Depuis des mois, à partir de son fief du Bengale Occidental (en ébullition ces jours-ci, entre grèves et violence), cette composante communiste zélée s'émeut de la précipitation du rapprochement indo-américain, idéologiquement aux antipodes de ses convictions, comme du fait que les parlementaires (toutes sensibilités confondues) aient été tenus à l'écart de l'élaboration de cet accord majeur. Au point de laisser entendre que cette assistance extérieure, acquise depuis 2004, pourrait être affectée par la mise en œuvre dudit accord et ses « obligations collatérales ».

Ayant initialement misé sur un essoufflement de l'émotion du CPI, le gouvernement Singh minimisa longtemps le dan- ges devoirs et obligations avec son *partenaire* plus adroitement, la volonté des dirigeants indiens bre de garanties, de s'arc-bouter sur divers points exercice semble-t-il aussi légitime... que vain, insuffi- niste. Un signal interprété – enfin – sérieuse- Singh laissait pour la première fois entendre à la

Maison-Blanche que l'opinion publique indienne était peu favorable au projet et qu'en conséquence, sa réalisation ren- contraît quelques écueils. Tout en s'attachant à la défense de son *opportunité* et de sa matrice bilatérale « *win-win* », le ton indiquait une pause dans son exécution, la menace d'une crise politique sérieuse et la perspective guère plus réjouissante d'élections législatives anticipées l'emportant (temporairement) sur la finalisation de l'accord.

Lobbying américain. Relayée ces jours-ci (30.10.07) par la Secrétaire d'Etat Condolezza Rice et son toujours influent prédécesseur H. Kissinger, la volonté américaine « d'implémenter » l'accord demeure intacte, prête à passer en force, faire fi des réticences de l'opposition indienne, voire à intimider du bout du verbe : « *L'incapacité de l'Inde à finaliser l'accord nucléaire civil avec les Etats-Unis pourrait poser la question de sa crédibilité internationale et influencer sur l'aptitude de New Delhi à obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations-unies* », posa, sibyllin, Henry Kissinger. Dans une veine de meilleur aloi, alors en visite à Kolkata (Calcutta), le Secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson Jr., assura : « *Il s'agit d'un accord très important. Dans notre pays, nous pensons qu'il est très bon et utile, qu'il profitera à l'Inde pour sa sécurité économique, sa croissance ainsi qu'aux questions environnementales nous concernant tous.* » (PTI, 30.10.07).

Présidentielles de 2008. On l'a compris, l'administration Bush aimerait boucler le dossier avant la fin de son mandat (2008). La probable alternance démocrate laisse entrevoir une non moins possible remise en cause (partielle) des termes de l'accord, divers groupes de pression (anti-prolifération ; scientifiques) s'activant déjà de l'autre côté de l'Atlantique sur le sujet, envisageant amendements et nouvelles conditions qui, dit-on, ne seraient pas du goût des scientifiques indiens (cf. retraitement du combustible). Ajournées, les discussions « techniques » bilatérales reprendront le 16 novembre. L'occasion peut-être d'ici là pour le vénérable Dr Manmohan Singh, l'architecte éclairé de l'ouverture économique et de la (nécessaire) libéralisation au début de la décennie 90, de tenter une nouvelle fois de convaincre son audience nationale. « *L'accord nucléaire est un accord honorable, bon pour l'Inde et pour le monde* » plaide-t-il volontiers. Avec cette inflexion récente, pragmatique : « *Si l'accord ne peut-être mis en œuvre, je serais déçu* » affirme ce politicien jamais exposé au jugement des urnes, « *mais je pourrais vivre avec* ». Visionnaire, le Dr Singh ?



nisation quasi-tacite – ne parlons pas enco- indiennes sur l'agenda stratégique améri- bles, potentiellement contentieux : le délicat gue composite avec le Pakistan, ou encore chinoises en Asie ; et, de la Birmanie effer- Des « ruptures » trop claires, trop brus- la politique étrangère. Un argument dont de l'opinion.

tion nationaliste hindou et son parti amiral présenté au *Lok Sabha* (Assemblée natio- entre 1998 et 2004). Divers alliés politi- ques de gauche également, notamment l'influent **Communist Party of India (M)**, qui, avec ses 43 députés, s'avère un soutien extérieur cardinal du gouvernement Singh. Une aide *extérieure* – le CPI refuse de participer au gouverne- ment – précieuse, sans laquelle l'arithmétique de la majorité parlementaire et donc l'exercice du pouvoir, ne pourrait être. Depuis des mois, à partir de son fief du Bengale Occidental (en ébullition ces jours-ci, entre grèves et violence), cette composante communiste zélée s'émeut de la précipitation du rapprochement indo-américain, idéologiquement aux antipodes de ses convictions, comme du fait que les parlementaires (toutes sensibilités confondues) aient été tenus à l'écart de l'élaboration de cet accord majeur. Au point de laisser entendre que cette assistance extérieure, acquise depuis 2004, pourrait être affectée par la mise en œuvre dudit accord et ses « obligations collatérales ».

Ayant initialement misé sur un essoufflement de l'émotion du CPI, le gouvernement Singh minimisa longtemps le dan- ges devoirs et obligations avec son *partenaire* plus adroitement, la volonté des dirigeants indiens bre de garanties, de s'arc-bouter sur divers points exercice semble-t-il aussi légitime... que vain, insuffi- niste. Un signal interprété – enfin – sérieuse- Singh laissait pour la première fois entendre à la

Maison-Blanche que l'opinion publique indienne était peu favorable au projet et qu'en conséquence, sa réalisation ren- contraît quelques écueils. Tout en s'attachant à la défense de son *opportunité* et de sa matrice bilatérale « *win-win* », le ton indiquait une pause dans son exécution, la menace d'une crise politique sérieuse et la perspective guère plus réjouissante d'élections législatives anticipées l'emportant (temporairement) sur la finalisation de l'accord.